



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

LUNDI 11 SEPTEMBRE 2023 - N° 1261 - 53° ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

À vot' bon cœur ?

Lorsque Coluche a lancé les Restaurants du cœur, les ministres socialistes déversèrent des flots de bonnes paroles. Le larmoiement généralisé empêchait de voir que le surcroît de pauvreté était la conséquence directe, visible et insupportable du « tournant de la rigueur » décidé deux ans plus tôt.

Depuis 1985, l'aide alimentaire a augmenté au rythme des « réformes » néolibérales : en 1985-1986, 8,5 millions de repas distribués par 5 000 bénévoles ; en 2021-2022, 142 millions de repas distribués par 70 000 bénévoles.

Au fil des quarante dernières années, les Restaurants du cœur, le Secours populaire, le Secours catholique, les banques alimentaires et bien d'autres associations caritatives ont constitué une véritable administration bénévole de la misère qui assure la survie de millions de personnes. Oubliant que le bien-être général est l'une des dimensions du bien commun, l'État a trouvé dans ce bénévolat un prétexte pour économiser des deniers qu'il va gaspiller dans d'autres secteurs. Cet arrangement cynique vient d'atteindre sa limite. Sous l'effet de l'inflation, qui augmente les dépenses de fonctionnement et les demandes d'aide alimentaire, les Restaurants du cœur risquent de fermer et les autres associations, elles aussi victimes de la réduction des aides publiques, sont confrontées à la cruelle nécessité du rationnement.

Pour se défaire toujours plus, le gouvernement fait appel aux grandes entreprises, sans se soucier du caractère arbitraire et aléatoire de la philanthropie. Il compose avec l'intolérable comme on joue avec le feu.



WIKIPEDIAS © MARIANNA

L'ecole, enjeu politique

Notre système scolaire a toujours été un lieu d'affrontements politiques virulents. La bataille continue, pas toujours pour le meilleur.

L'école n'a jamais été neutre. Résultat de luttes multiséculaires, la laïcité est un choix politique et la III^e République a voulu que l'instruction publique forme les citoyens, pour le service de la nation. Pendant les Trente Glorieuses, l'école avait à former l'élite du pays, par sélection des plus méritants...

Des réformes successives ont ébranlé l'institution et répandu toutes sortes d'illusions.

Ce n'est pas l'élève qui a été mis au centre de l'école, mais plutôt le parent d'élève. Les professeurs ne sont pas des dilettantes toujours en vacances : ils enseignent avec dévouement la langue française, la chronologie historique, l'éducation morale et civique. Mais l'angélisme a fait des ravages que des mesures partielles ne permettront pas d'effacer. L'article de Marc Sévrien en page 2.

Pour saluer Jacques Julliard

Historien, journaliste militant, Jacques Julliard fut d'une cohérence exemplaire dans l'exercice du métier de citoyen.

Historien du syndicalisme d'action directe et de la gauche française, Jacques Julliard a donné aux Français des livres de référence. Militant syndical, il était riche d'une expérience dont il nous fit bénéficier dans le dernier entretien qu'il nous accorda en avril dernier. Journaliste engagé, il fut le plus brillant de tous les

intellectuels de la deuxième gauche.

La disparition de Jacques Julliard marque pour nous la fin d'un dialogue noué il y a cinquante ans. Nos échanges furent parfois vifs mais il y avait entre nous des principes et des soucis communs, qui touchaient à l'essentiel. L'article de G. Leclerc en page 11.

Dans ce numéro :

Page 4 : Université : la sélection par l'argent.

Page 5 : Immigration et intégration.

Page 7 : Les BRICS et le nouveau partage du monde.

Page 12 : L'Ours et le Renard.

Page 14 : Résistance royaliste : René Lebarillier.

Page 16 : Editorial : Subversions ordinaires.

La bataille de l'école ne fait que commencer

Le système scolaire a toujours fait l'objet d'affrontements politiques virulents. Manifestement, le combat continue en cette rentrée, et pas toujours pour le meilleur.

L'école a toujours été, en France, un sujet de controverses. Le système scolaire de Jules Ferry est un instrument politique au service de la République chargé de créer des républicains formés aux vertus de la science et du progrès et débarrassés des brumes de l'obscurantisme, qu'il soit clérical ou socialiste. Pas de France républicaine forte sans petits Français parlant tous la même langue de Dunkerque à Perpignan, de Brest à Belfort. Petits Français qui s'enorgueillissent de nos conquêtes coloniales, symboles de notre génie. Non, l'école de la République n'a jamais été un terrain neutre. Puis, après 1945, elle est l'institution qui favorise la méritocratie sociale et la réussite des plus méritants parmi les plus pauvres. Bourdieu et Passeron ont dit ce qu'il fallait en penser. Aujourd'hui, elle doit permettre aux chères têtes blondes de ne pas connaître les affres du déclassement social. L'école au sens large est politique. Elle est porteuse, pour paraphraser Georges Burdeau, d'une idée de droit. On en demande beaucoup à l'école et peut-être un peu trop.

C'est à cette lumière qu'il faut apprécier nos querelles actuelles. Chaque classement PISA ou Shanghai devient le symbole d'une France qui fout le camp. Pas une année sans qu'on nous explique que les Français ne savent plus l'orthographe, que leur niveau en maths est désastreux et qu'il faut en finir avec le pédagogisme. Tout cela est loin d'être absurde, mais il faut rappeler que l'on doit dispenser un enseignement de qualité à des classes de plus en plus hétérogènes et que, depuis longtemps, on a enterré les mathématiques modernes, une bonne partie de la méthode globale, et l'enseignement des langues sans traduction aucune. Il est faux de dire que l'école ne réagit pas, que les enseignants sont toujours absents ou en vacances. Et qu'ils ne font preuve d'aucun dévouement.



© ÉDUCATION NATIONALE

Salle de classe. Les annonces du gouvernement pour la rentrée 2023 passent une fois de plus à côté des vrais sujets.

Heureux pays, celui qui n'aurait de telles créatures que dans son école. Et même la frange des profs d'extrême gauche dont l'engagement peut interroger a bien souvent le courage d'aller là où les autres ne veulent plus aller. Enfin, n'oublions pas que les parents, longtemps écartés du système scolaire, sont pour certains devenus les représentants syndicaux de leurs enfants contestant systématiquement notes et sanctions. Les jospineries sur *l'élève au cœur de la démarche éducative* et *l'élève acteur de son savoir*, sans oublier la légendaire *bienveillance*, ont abouti trop souvent à une culture de la contestation renforcée par la tyrannie

des écrans. Petit Prince a toujours raison. À la fin, les libres enfants de Summerhill sont paumés et le cercle des poètes est définitivement disparu. Recréer l'école d'avant ? Regardez le délicieux film de Diane Kurys *Diabolo menthe*, on en reparlera après.

Que penser des déclarations et décisions récentes d'Emmanuel Macron et de son ministre ? Ce dernier a raison de vouloir chasser les harceleurs des établissements où ils sévissent. C'est à eux et non à leurs victimes de subir les conséquences de leur bêtise. Assez d'angélisme et de pseudo-compréhension à l'égard de jeunes crétins qui ne comprennent que les rapports de

force. Oui à l'interdiction de l'*abaya* à l'école, car si son statut de vêtement religieux peut être discuté, l'ambition sécessionniste et politique de ses promoteurs ne peut être niée. Il est pertinent de remettre les épreuves de spécialité du bac au mois de juin, mais il serait plus pertinent encore de réfléchir sur l'usage du contrôle continu sur deux ans, qui rend hystériques certains parents et leurs chers rejetons sans apporter la moindre plus-value à l'examen. Cela ne peut suffire à revaloriser un examen dont l'utilité en l'état est de plus en plus contestée.

Il faut arrêter les déclarations matamoresques sur l'enseignement chronologique de

Sur le mur de Jean Chouan

ON A DIT DU MAL DE L'ÉTAT QUI A LAISSÉ SOMBRER L'ENSEIGNEMENT EN FRANCE DEPUIS PLUS DE 30 ANS. MAIS AVEC MACRON C'EST FINI !



À PARTIR DE MAINTENANT TOUT VA CHANGER ET ON VA RÉFORMER EN PROFONDEUR : ON VA INTERDIRE L'ABAYA ...



... IL Y AURA DES UNIFORMES. LE BAC AURA LIEU EN JUIN. PLUS BESOIN D'ÉTUDES POUR ÊTRE PROF ! LES ÉLÈVES PLANTERONT DES ARBRES !



QUOI ? SAVOIR LIRE, ÉCRIRE ET COMPTER ? REVALORISER LA FONCTION DE PROF ? INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ? ATTENDEZ, ON VOUS PARLE D'UNE RÉFORME DE FOND, PAS DE DÉPENSER DE L'ARGENT !



l'histoire et sur le renforcement de l'enseignement moral et civique (EMC). Il y a belle lurette que l'histoire est enseignée de manière chronologique, et l'EMC fait l'objet d'une évaluation au bac. Et si on parlait de la géographie dont l'enseignement a formidablement évolué depuis quarante ans et dont on ne parle jamais ou presque.

Il est louable de vouloir que l'enseignement au collège et au lycée soit assuré au mois de juin, à condition de mobiliser des centres d'examen pour le brevet et le baccalauréat – et d'en construire si on en manque. Enfin, faire croire qu'en douze jours, du 20 au 31 août, on résorbera les retards d'élèves en difficulté est de la foutaise. Revaloriser le statut des enseignants ne peut se réduire à un miraculeux pacte censé pallier l'absence des profs et revaloriser le salaire par une prime qui n'ose pas dire son nom. On ne revalorisera statut et image des enseignants qu'au terme d'une réflexion d'ensemble sur la place et le rôle du système scolaire et de formation dans la société, et sur la place des enseignants en son sein. C'est long, c'est fastidieux, cela ne relève pas que du pouvoir politique, mais c'est indispensable. Sur ce, bonne rentrée. ■

MARC SÉVRIEN.

Les derniers délires de la gauche caviar

Paris se nourrit de polémiques depuis qu'il chante. La presse de la III^e République les a faites « nationales », avant qu'Internet n'individualise et n'étende le champ des belligérants. Cette passion française du pugilat de mots et d'idées cherche des prétextes niais pour fracturer et redessiner en permanence les élégances et les partis.

Au temps des pêches, l'art chansonnier nous a donc offert sa querelle des bouffons Sardou-Armanet, qui pour futilissime qu'elle soit, se révèle richissime pour cerner l'opinion. « Les Lacs du Connemara me dégoûte, la musique est immonde, c'est de droite, rien ne va », a lancé, sûr de son succès, la chanteuse, déclenchant une déferlante de moqueries contre elle sur les réseaux largement acquis à la cause de Sardou. C'est d'ailleurs le vieux chanteur qui, après qu'elle se fut excusée, a calmé le jeu : « Elle a dit une connerie, ça arrive à tout le monde. »

Jusqu'à récemment, une chanteuse s'attaquant à un vieux mâle dominant en lui infligeant la flétrissure publique d'être de droite, il n'y aurait pas eu match. Et les articles d'indignation du *Figaro* même,



Michel Sardou. En l'attaquant, la gauche caviar a sombré dans le ridicule.

eussent été les pièces à charge accablantes pour celui-ci. Mais dans nos années culturelles creuses et angoissées, certains tubes du passé acquièrent une vraie force nostalgique, une communion populaire avec la France d'avant. C'est le cas de ces chansons de Sardou, qui de « chanteur de droite » est devenu un « chanteur populaire » sans que la bourgeoisie du show-biz n'y prête attention. Juliette Armanet semble, elle, avoir méticuleusement coché toutes les cases d'une

gauche caviar détestée. L'aggravant mépris de classe finissant de la désigner comme tête à claque populaire. Ainsi, *Le Canard enchaîné* publiait le même jour, cruel hasard, des extraits d'un rapport de la Cour des comptes indiquant les aides à la création les plus élevées, qui vont à de jeunes chanteurs débutants nécessiteux comme Johnny (*post mortem*) pour 333 890 euros, Pagny, Lavigliers, Biolay et... Juliette Armanet 154 000 euros. L'égérie de la dernière pub Dior ne fait figure ni de déshéritée ni de porte-parole des damnés de la Terre en période de pénurie alimentaire.

Un autre aspect est que la vague *Me Too* est retombée. À la dénonciation clitoridienne enfiévrée, quelques abus ou suicides plus tard, succède actuellement un coup de froid entre les sexes. Si le féminisme avait donné de l'assurance aux femmes, le néo-féminisme à l'anglo-saxonne fait place à un certain climat de gêne, d'abord chez les femmes. La chanteuse trouvait sans doute stylé d'imiter Sandrine Rousseau et sa pancarte « Sardou, ta gueule ! » ? On ne sort pas sans risque du XI^e arrondissement... ■

DAVID LANGLOIS-MALLET.

L'Écho du net

■ **Rugby.** – Le magazine *Marianne*, dans son édition du 1^{er} septembre, publie une tribune libre collective (1), avec dix-sept signataires, déplorant que la Coupe du monde de rugby, qui a débuté le 8 septembre, s'inscrive « dans un contexte social, politique et économique marqué par de profonds clivages et d'inquiétantes régressions. Le passage en force de la réforme des retraites a exacerbé les conflits sociaux et accentué la défiance envers les pratiques dilatoires et manœuvrières des pouvoirs publics ». Il y est également souligné que « le sport français dans son ensemble traverse une crise aiguë, à différents niveaux de ses institutions, de ses pratiques et de ses valeurs » : le Comité national olympique et sportif français ou les fédérations les plus « riches » de licenciés (football,

handball, tennis, rugby, etc.) font l'objet de nombreux scandales, d'essences très différentes, mais dont la gravité est incontestable, et qui ont donné lieu à autant de procédures judiciaires, certaines encore en cours et d'autres ayant abouti à des condamnations. Nous l'avons déjà souligné dans différents numéros de *Royaliste*. Rien à objecter, donc.

Là où le bât blesse – et cela invalide l'ensemble de la démarche –, c'est quand ces mêmes signataires affirment que « le rugby tout spécialement embrase les passions chauvines entre les clubs professionnels rivaux et attise l'agressivité par la violence récurrente des chocs et collisions entre les joueurs » puis dénoncent plus loin « la culture de la brutalité et la mentalité machiste qui règnent dans le rugby » avant d'évoquer des supporters totalement imaginaires « anglo-saxons, australiens et néo-zélandais, bien connus

pour leurs débordements ». Là, il ne s'agit plus de dénoncer, à juste titre, l'instrumentalisation politique de type « du pain et des jeux » et les dérives, bien réelles, du sport-spectacle « opium des peuples » dévoyé par l'argent et les fonds d'investissement, mais bien de céder à l'air du temps qui veut qu'un sport authentiquement populaire ne peut être que « chauvin, brutal et machiste » et qu'il faut donc lui faire « barrage ». Nous avons de la chance : nous échappons à « fasciste » !

Mais le plus grave est certainement que ces « intellectuels en chaise longue » qui prétendent nous ouvrir les yeux sur le sport en général et le rugby en particulier, ignorent tout de ce sport et notamment de la fameuse « troisième mi-temps », qui est ce moment de convivialité partagée après un match entre les joueurs mais aussi entre supporters des deux équipes, et qui est un moyen cathartique

d'apaiser les tensions générées par le combat qui a eu lieu quelques heures plus tôt. N'existant que dans le rugby, seul sport de combat collectif à célébrer les vertus du collectif, la troisième mi-temps est consubstantielle à la nature du jeu. Elle lui donne pleinement sa dimension sociale. Sans troisième mi-temps, le combat rugbystique n'est plus que violence.

Heureusement, cette tribune libre n'engage que ses auteurs et non *Marianne* qui publie, dans le même numéro, un article de grande qualité, signé par un véritable connaisseur, sur les évolutions, impressionnantes, entre le rugby de la première Coupe du monde en 1987 et celui de 2023. Nous y reviendrons.

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). <https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/en-realite-rien-ne-va-plus-en-ovalie-francaise-et-cest-aussi-ce-que-le-mondial-entend-faire-oublier>

Quand les études coûtent de plus en plus cher

La FAGE et l'UNEF dénoncent la hausse du coût de la vie. Les conditions d'accès aux concours de la fonction publique et aux grandes écoles sont par ailleurs toujours plus onéreuses.

Selon l'UNEF, le coût de la vie étudiante va augmenter de 6,47 % au cours de l'année 2023-2024, en raison d'un taux moyen d'inflation de 4,5 % en juin pour les douze mois écoulés et, surtout, d'une hausse de 13,7 % des prix alimentaires pour la même période – à laquelle il faut ajouter la hausse du prix des transports (+ 5,91 % pour les non-boursiers, + 3,95 % pour les boursiers) et de l'électricité (+ 10,1 %). Au total, les étudiants devraient supporter une augmentation moyenne de près de 600 euros de leur budget annuel. Pour sa part, la FAGE a publié son indicateur annuel du coût de la rentrée, qui s'élève à 3 024,49 euros pour un étudiant – soit une hausse de presque 9 % en un an.

Pour compenser ces hausses, le gouvernement a prévu de revaloriser les bourses étudiantes. Mais cela – entre 37 et 127 euros par mois selon les cas – ne permettra pas de compenser la hausse des frais de rentrée et des dépenses courantes. Déjà, en 2022, 56 % des étudiants



Cours dans une université. Le coût des études et les conditions d'accès aux concours favorisent de plus en plus les élites.

disaient ne pas manger à leur faim et 43 % affirmaient avoir renoncé à des soins pour raisons financières...

Au fil des années, la sélection par l'argent s'est renforcée puisque les étudiants qui peuvent se consacrer à leurs études sans recourir aux petits boulots alimentaires bénéficient d'un avantage. C'est encore plus vrai pour ceux qui préparent les grandes écoles et les concours de la fonction publique. Les étudiants sont encouragés à faire des stages – et de plus en plus à choisir une année de césure. C'est à la fois une méthode de sélection car

de nombreux étudiants (27 %) sont en master et c'est, pour les stagiaires, un moyen de vérifier la pertinence de leur choix de carrière. Mais les effets pervers sont nombreux.

Vivement encouragés pour la préparation des concours de l'INSP (ex-ENA), de l'Armée, du Quai d'Orsay, des Affaires maritimes, les stages se font dans une préfecture, une ambassade, un service du ministère de l'Intérieur ou des Armées. Ils comptent pour la réussite au concours, mais tous ne sont pas accessibles en raison du népotisme. Les stages dépendent beaucoup des re-

commandations interpersonnelles dans le secteur public, donc des réseaux à l'œuvre dans les hautes classes sociales.

Les conditions matérielles des stages sont médiocres dans le secteur public: l'an dernier, un stagiaire touchait en moyenne 570 euros par mois. Même s'il gagne un peu plus – on est passé de 3,90 euros l'heure en 2022 à 4,05 euros –, l'heureux bénéficiaire doit payer de sa poche les frais de logement – élevés à Paris, dans les métropoles et dans les capitales étrangères – et les frais de transport aérien lorsqu'il part pour un pays étranger, ce qui est indispensable si on veut réussir les épreuves de langue. Or il n'est pas possible de faire un stage tout en ayant un travail alimentaire, pour des raisons de surcharge horaire ou parce que le travail alimentaire est interdit par le droit local pour le stagiaire étranger.

Les étudiants qui n'ont pas de soutien familial ou n'ont pas eu la chance de trouver un travail alimentaire fructueux pendant les premières années d'études sont obligés de renoncer à la haute fonction publique. Derrière le mur de l'argent, la classe dominante peut assurer discrètement sa perpétuation. ■

SYLVIE FERNOY.

La quinzaine sociale

■ **Répression antisyndicale.** – Après une coupure de courant opérée à Annonay, fief d'Olivier Dussopt, ministre du Travail, le 8 mars lors d'un temps fort de la mobilisation contre la réforme des retraites, Sébastien Ménesplier, secrétaire général de la fédération de l'Energie de la CGT, a été convoqué le 6 septembre à la gendarmerie de Montmorency (Val-d'Oise). Il y a été entendu pour « mise en danger d'autrui par personne morale (risque immédiat de mort ou d'infirmité) par violation manifestement délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité ou de prudence » dans le cadre d'une enquête diligentée par le parquet de Privas (Ardèche). Plusieurs milliers de foyers avaient alors

été privés d'électricité. Ces actions, qu'il qualifie de « symboliques », le dirigeant cégétiste « les revendique » et les « assume », même s'il n'était pas présent sur place, les coupures ayant été décidées « localement, lors d'une assemblée générale interprofessionnelle et intersyndicale des grévistes ». Et d'ajouter: « On ne mène pas des actions illégales et les actions qu'on mène ne mettent en danger personne ».

Le procès-verbal de son audition sera adressé au procureur de la République de Privas.

■ **Mobilisation syndicale.** – Réunis en visioconférence le 25 août, les dirigeants des huit principaux syndicats (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, Unsa, Solidaires, FSU) ont décidé d'organiser une journée de mobilisation nationale le 13 oc-

tobre. « Alors que les profits explosent dans la plupart des grandes entreprises, plus que jamais un meilleur partage de la richesse produite est impératif », écrit l'intersyndicale dans un communiqué, le 28. « Ce sujet nécessite une augmentation du Smic et des politiques salariales dans les branches, les entreprises et la fonction publique. Nous appelons les employeurs à ouvrir des négociations à tous les niveaux, ajoute-t-elle. Des mesures ponctuelles et majoritairement financées par l'État sont insuffisantes pour répondre à l'inflation et l'augmentation des coûts tels que l'énergie, l'alimentation, le logement... ». Et de s'en prendre à la politique de l'offre qui inspire les politiques économiques de tous les gouvernements depuis 1983: « La conditionnalité des 150 à 200 milliards annuels d'aides

aux entreprises doit être débattue ».

■ **Conférence sociale.** – L'intersyndicale aurait-elle été entendue par Emmanuel Macron? À l'issue de la rencontre entre le chef de l'État et les principaux chefs des partis politiques représentés au Parlement, le 30 août à Saint-Denis, il a décidé de convoquer une « conférence sociale sur les bas salaires inférieurs au Smic ». Elle devrait principalement porter sur les branches professionnelles qui ont, pour près de la moitié d'entre elles, des minima salariaux inférieurs au Smic. Soit le minimum... syndical. Pour mémoire, lors du quinquennat de François Hollande, quatre conférences sociales de ce type ont été organisées qui n'ont débouché sur rien.

NICOLAS PALUMBO.

Un regard plus objectif sur l'immigration

Quoi qu'en pensent les Français, la réflexion sur l'immigration et la loi à débattre qui l'accompagne vont leur être imposées comme le grand dossier de la rentrée. Alors, puisqu'on nous l'impose, étudions-le.

Nous avons trois sources d'information, parfois contradictoires : celle des médias et des politiques, celle des scientifiques, et celle du vécu de chacun d'entre nous. Si la première est simple à obtenir puisqu'il suffit d'ouvrir un journal, le web ou la télévision, pour être submergé par les prises de position et les images chocs, la seconde est plus austère et la troisième évidemment subjective. Heureusement, deux livres récents nous apportent quelques lumières : pour la partie scientifique, le dernier travail de François Héran (1) fait un point complet des données, des évolutions et des faits. Et pour le « vécu », nous disposons du dernier livre d'Arnaud Lacheret (2), qui rassemble « des parcours de réussite ordinaire pour en tirer des enseignements » (3).

La politique et les médias se sont emparés de la question avec gourmandise, mais sans grand souci de vérité ou de mesure, et l'interdiction (qu'elle soit justifiée ou pas) de l'aboya à l'école est exemplaire : elle envahit les médias, mais aurait concerné moins de 500 jeunes filles sur 6 millions de collégiens ! Les analyses sont en général liées à des idéologies ou des tactiques électorales, qui sont d'ailleurs souvent des échecs, puisqu'elles ne se soucient pas de la réalité : Éric Zemmour en a fait l'amère expérience lors de sa campagne électorale de 2022.

Sauf pour quelques rares politiciens encore capables de réfléchir – Gérard Darmanin : « L'immigration est un fait, qui fait aussi la France, qui a fait son passé et fera sans doute son avenir » (4) –, les positions du Rassemblement national ont pénétré les partis de droite et du centre, qui ont assimilé deux idées : celle du *grand remplacement* et celle du risque que l'immigration ferait courir à notre pays de briser sa « continuité historique ». Ces thèmes seraient « démontrés » par les images innombrables d'explosions sociales dans des quartiers périphériques ingouvernables.

Pourtant, le résultat de ce matraquage médiatique reste ambigu. La population semble recevoir cette idée que l'immigration devient insupportable, mais elle n'est pas prioritaire dans ses préoccupations : « L'impression d'ensemble est celle d'une opinion en majorité tolérante ou indifférente, même si elle s'interroge sur bien des points » (1).

Si l'on s'intéresse aux résultats des analyses scientifiques, le tableau est différent. Les rapports *Trajectoires et Origines* (TeO) de l'INED, publiés en 2008 et en 2019, montrent que l'immigration est une réalité indifférente aux convulsions médiatiques



Cette intégration est un fait incontournable, même si elle n'est pas simple : il faut du temps (trois générations) pour qu'elle soit aboutie.

et politiques, puisque, depuis plus de vingt ans, 140 000 immigrants s'ajoutent chaque année à la population de la France, quel que soit le gouvernement en place. L'immigration est une dynamique qui dépasse largement notre pays : « Il n'y a guère de sens à être pour ou contre l'immigration : il faut faire avec » (1). Par ailleurs et de façon répétée, les études montrent que le mélange entre population immigrée et majoritaire est réel. Quelques chiffres : le quart de la population française est directement d'origine immigrée (première et deuxième génération) ; corollaire, sur la population totale en France, un tiers des habitants ont au moins un parent ou grand-parent immigré. Ce qui mène au chiffre miroir : seuls 5 % des habitants ont leurs quatre grands-parents issus de l'immigration ! L'intégration, ça marche, et comme le signale François Héran, l'immigration en France n'est pas une intrusion massive, mais une infusion durable.

Qu'en est-il alors du vécu ou, en termes météorologiques, de la différence entre mesuré et ressenti ? Prenons deux observations. La première est « personnelle » : vous êtes assis à la terrasse d'un café en centre-ville, et vous regardez les passants. Il y a de tout, de toutes les origines, ethnies et métissages, de tous les groupes, sociologiques, psychologiques, sexuels, vestimentaires, religieux, bref : c'est la France

qui passe sous vos yeux. Et cette France est mixte, sans aucune équivoque. Elle est aussi tolérante, et les réactions visibles des uns au passage des autres sont rarissimes.

Bien sûr, les choses changent si l'on va dans des quartiers ghettoïsés, qu'ils soient bourgeois ou prolétaires d'ailleurs : les réactions de rejet réciproque y seront plus visibles et les tensions (voire les conflits) entre groupes plus marquées. Mais dans les lieux de vie commune, l'immigration ne pose pas problème : on retrouve d'ailleurs des personnalités issues de l'immigration dans tous les domaines, audiovisuel, politique, professionnel, familial, sans que cela apparaisse comme une incongruité. La seconde observation, plus ciblée, est publiée par Arnaud Lacheret. Elle est plus objective, mais son bilan confirme la nôtre. L'auteur a interrogé sur leurs parcours une cinquantaine de jeunes gens issus de l'immigration maghrébine : tous ont fini par trouver leur place dans la société et le monde du travail, à l'égal des jeunes de la population majoritaire, même si cela leur a demandé plus d'efforts. Bien sûr, son échantillonnage est centré sur un groupe homogène et ne peut être généralisé qu'avec précaution : il signale lui-même les limites de son travail (2).

Bref, cette intégration est un fait incontournable, même si elle n'est pas simple : il faut du temps (trois générations) pour qu'elle soit aboutie. Les embûches, nombreuses, viennent des deux côtés : des réticences de l'administration à appliquer une législation souvent inadaptée ; mais aussi de pressions sociales, voire religieuses, pour l'empêcher. On le comprend : des lois réalistes sur l'immigration sont indispensables, pour éviter la guerre civile et favoriser l'intégration, dont Lacheret propose d'ailleurs une nouvelle définition : « *Intégrer une société suppose l'acquisition de codes, une acculturation et un contact fréquent avec la population au sein de laquelle on souhaite s'intégrer. Force est de constater que la politique d'intégration [actuelle] conduit exactement à l'effet inverse, multipliant les tensions, les incompréhensions et, en définitive, les situations de discrimination* ». Voilà où doit se situer la réflexion politique. ■

FRANÇOIS VILLEMONTAIX.

(1). François Héran. *Immigration : le grand déni*, Seuil, 2023.

(2). Arnaud Lacheret. *Les Intégrés. Réussites de la deuxième génération de l'immigration nord-africaine*, Le Bord de l'eau, 2023.

(3). Entretien avec Arnaud Lacheret par Kévin Boucaud-Victoire, *Marianne*, n° 1381 du 31 août 2023.

(4). Allocution du 6 décembre 2022, citée par François Héran.

Afrique : une épidémie sans fin de putschs

Et si les putschs africains n'étaient pas tant dirigés contre les Français que contre eux-mêmes ?

Épidémie ? L'expression est du président Macron devant les ambassades et ambassadeurs le 28 août. Quel sera le prochain ? Après l'Afrique occidentale, c'est maintenant le tour de l'Afrique équatoriale. Si l'on tire un fil, toute la pelote suivra : au Congo-Brazzaville, au Cameroun, en Guinée équatoriale, les trois voisins du Gabon, les dirigeants sont au pouvoir depuis une quarantaine d'années. En 2023, le président Paul Biya au Cameroun a fêté en février ses 90 ans ; le président Denis Sassou-Nguesso à Brazzaville fêtera en novembre ses 80 ans ; à Bata, le président Obiang en a 81.

Durant ce temps long, ils ont asséché toutes les forces vives, les oppositions politiques, les habitués du sérail – bref, toutes les alternatives possibles... Toutes sauf une : le corps militaire. Les armées étaient la seule force organisée lors de l'indépendance ; la métropole, française, belge ou britannique, ne fournissait que les officiers. Les sous-officiers autochtones furent du jour au lendemain promus à la tête



Ali Bongo. La « dynastie » Bongo dirigeait le Gabon depuis 1967.

de l'État, comme Mobutu au Congo, qui écarta Patrice Lumumba ; ou Eyadéma au Togo, qui élimina Sylvanus Olympio. Coups « réactionnaires » instrumentalisés par la CIA pour les uns, par les réseaux Foccart pour les autres.

La seconde vague des coups d'État militaires est en revanche révolutionnaire avec des personnalités comme le capitaine Thomas Sankara qui en 1983 s'impose en Haute-Volta devenue le Burkina Faso, ou en 1986 Museveni en Ouganda. Le premier sera assez rapidement exécuté en 1987 ; le second est encore au pouvoir à ce

jour et a depuis longtemps renié ses idéaux révolutionnaires.

La troisième vague qui vient d'éclater ne semble porteuse d'aucune idéologie. En dépit des apparences, le mouvement est plutôt conservateur. Il n'y a pas de projet social. La motivation est essentiellement défensive : *statu quo*, cohésion, maintien de l'entre-soi. Il était évident depuis longtemps que la France gênait et que sa présence militaire devenait franchement embarrassante pour la politique locale. Au Niger et au Gabon, ce sont les chefs de la protection présidentielle rapprochée qui ont pris l'ini-

WIKIPEDIA, PHOTO : US DEPARTMENT OF STATE.

tiative, ce qui fait penser à des « révolutions de palais ». L'expérience montre que, dans un second temps, des subordonnés s'affirment, des capitaines, plus en phase avec la population jeune. Au-delà des menaces, au point où les choses en sont arrivées, c'est la succession politique qu'il a paru préférable d'anticiper avant qu'elle ne devienne incontrôlable et que le chaos s'installe. Une suspension plus ou moins temporaire de la « démocratie » s'imposait. Ces putschs sont des affaires intérieures à traiter comme telles. Ils étaient d'autant plus prévisibles que tout le reste (la succession des « crocodiles » ou un califat africain) est plus imprévisible. L'erreur a été de renverser les facteurs. ■

DOMINIQUE DECHERF.

Les Faits marquants

■ **Canada.** – En janvier et février 2022, des camionneurs antivax groupés en « *Convoi de la liberté* » avaient provoqué la paralysie partielle du pays. Les principaux organisateurs du mouvement encourrent jusqu'à 10 ans de prison au terme du procès qui s'est ouvert le 5 septembre.

■ **États-Unis.** – Enrique Tarrio, fondateur des *Proud Boys*, considéré comme l'organisateur de l'assaut du Capitole le 6 février 2021, a été condamné à 22 ans de prison le 5 septembre.

■ **Espagne.** – Bien qu'il apparaisse comme le mieux placé pour former un gouvernement depuis les élections du 23 juillet, le Premier ministre sortant Pedro Sánchez n'est pas certain d'obtenir une majorité. Son salut pourrait venir de... Carles Puigdemont, qui a proposé le soutien de ses élus en échange d'une loi d'amnistie pour les indépendantistes catalans.

■ **Inde.** – Narendra Modi et son gouvernement travailleraient sur un projet de changement de nom du pays. Dans la continuité de sa politique visant à éliminer les derniers legs de la colonisation britannique, Modi envisage que le nom de « *Bharat* », déjà utilisé dans les discours et le texte de la Constitution, devienne l'appellation officielle de l'État.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **Bon coup.** – La France s'est retrouvée bien seule dans les réunions du Conseil européen à propos des crises africaines. Dans les médias de ses voisins, le sentiment dominant est l'inquiétude.

Deux exemples : l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* a réalisé une enquête pour déterminer si « *le prochain pourrait [...] être le Sénégal* ». De la boulangerie vendant ses baguettes, aux jeunes branchés sur la plage, des animateurs du FRAPP (Front pour une révolution anti-impérialiste, panafricaine et populaire, qui a déclenché l'ire du président Macron) aux rappeurs en vogue, d'une binationale ukraino-sénégalaise qui a le projet d'un centre culturel russe, aux propos jugés « *arrogants* » de l'ambassadeur de France, les questionnements des journalistes se sont

heurtés au mutisme des autorités françaises.

Le numéro d'été du britannique *New Statesman* publie l'Américain Robert Kaplan qui voit se réaliser la prophétie qui l'avait rendu célèbre en février 1994 : *L'anarchie qui vient* (*The Coming Anarchy*). Il soulignait alors la vulnérabilité des États du Sahel – en réalité il parlait du cas de la Sierra Leone – en raison des contraintes géographiques, climatiques et démographiques. Il rappelle que, bien avant lui, le professeur Samuel Huntington, rendu fameux par son *Choc des civilisations*, avait en 1968 publié une subtile analyse du rôle des militaires dans ce genre de situations (*Political Order in Changing Societies*), vu comme une force conservatrice, au sens de garantie d'un ordre, en même temps que progressiste. Les « *coups* » (qui est le mot anglais pour *putsch*, sans qu'il soit besoin de préciser : coups d'État), écri-

vait-il, sont les signes de déchirures dans le système politique et social, qui peuvent rarement être résolues par ceux qui se réclament de la démocratie. Celle-ci ne se limite pas à l'élection d'un président, mais implique une organisation du corps social qui fait défaut. Conclusion surprenante d'une revue « progressiste » : « *À la demande populaire : le récent coup au Niger prouve à l'évidence que la foi idéologique de l'Occident dans la démocratie peut poser plus de problèmes qu'il n'en résout* » !

L'hebdomadaire libéral *The Economist* fait état d'un sondage, à la date du 23 août, dans lequel une majorité des habitants à travers l'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali), approuve le coup au Niger : sous le titre « *Laissez tranquilles les généraux* », il justifie la non-intervention défendue par Washington.

Y. L. M.

Sommet après sommet, les puissances, grandes et moins grandes, cherchent à se situer les unes par rapport aux autres. Le processus en cours est ouvert. La France doit y trouver sa place.

Le partage du monde

PAR YVES LA MARCK

Le monde n'est plus unipolaire. Il n'est pas encore (de nouveau) bipolaire (Chine/États-Unis). Il n'est pas multipolaire car les regroupements régionaux ne se sont pas concrétisés. Comme sur les montagnes russes, il y a ceux qui montent et ceux qui descendent, selon des courbes irrégulières. Des tendances lourdes sont néanmoins à l'œuvre qui ne sont pas issues du passé, mais naissent de l'anticipation de l'avenir comme le repli des énergies fossiles ou l'intelligence artificielle, qui rebattent les cartes économiques.

Le sommet du G 20 à New Delhi les 9 et 10 septembre est l'un des derniers rendez-vous qui rassemblent les membres des BRICS et ceux du G 7. À l'origine, en 1999, il était supposé être une simple extension du G 7. Aujourd'hui, les deux groupes se font face quasiment à égalité de nombre. La seule analogie est le Conseil de sécurité des Nations unies où États-Unis, France et Royaume-Uni font face à la Russie et à la Chine qui se disputent les membres non permanents avec un avantage relatif aux premiers, tandis que les demandes d'élargissement se font plus insistantes s'agissant de l'Inde, du Brésil, mais aussi du Japon et de l'Allemagne.

La stratégie de la Chine est double : celle du monde alternatif et celle du multilatéralisme. Xi Jinping a lancé voici dix ans la BRI (*Belt and Road Initiative*), d'abord dénommée « nouvelles routes de la soie ». Inaugurée au Kazakhstan, au départ axée sur l'Asie centrale, appuyée sur l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), sa toile couvre désormais le monde entier. S'il n'y a pas identité entre la BRI et les BRICS, le récent élargissement de ce groupe de quatre où Chine et Russie se sont associées au Brésil et à l'Inde en 2009, rejoints par l'Afrique du Sud en 2011, BRICS et OCS tendent à coïncider : Arabie saoudite, Iran et Émirats arabes unis, admis au sommet des premiers à Johannesburg le 25 août, étaient depuis peu membres du second groupe. Manque le Kazakhstan, Moscou freinant son entrée dans l'orbite de l'empire du Milieu. Pékin a concédé au Brésil de Lula l'entrée de l'Argentine, qui demeure soumise à l'issue des élections de novembre à Buenos Aires. En revanche, Pékin n'a pas souhaité de front révolutionnaire avec Cuba, Venezuela ou Bolivie. Contrairement à de nombreuses interprétations, l'alternative n'est pas, dans l'esprit de Xi, anti-impérialiste comme à Bandoeng ou à Alger, mais une simple affaire de puissance.



Les dirigeants des BRICS au sommet de Johannesburg des 22 et 23 août 2023.

La preuve en est que Pékin veut continuer à jouer la carte du multilatéralisme et à pratiquer l'entrisme au sein des organisations internationales, contrairement à Moscou qui joue l'hostilité. La Chine répugne à user et abuser de son droit de veto, que la Russie utilise allègrement. La Chine s'est abstenue le 30 août sur une résolution prolongeant les sanctions contre le Mali, approuvée par 13 membres mais censurée par la Russie. Il ne s'agissait pourtant pas du régime militaire de Bamako, mais du respect de l'accord de paix de 2015.

La stratégie de la Chine est double : celle du monde alternatif et celle du multilatéralisme.

Allant plus loin, deux juristes américains ont récemment soutenu que la rivalité sino-américaine pourrait se traiter plus aisément dans le cadre du Conseil de sécurité en gardant des aires de coopération sur une grande série de sujets tout en sanctuarisant les terrains de confrontation directe (1). Ce qui n'a jamais été possible avec l'URSS, sauf sous Gorbatchev. C'est ce qui distingue encore la période actuelle de celle de la guerre froide.

La Chine a ses limites. – Xi Jinping a été représenté à New Delhi par son nouveau Premier ministre Li Qiang, comme Poutine par l'inoxydable ministre des Affaires étrangères Lavrov. Ce sont deux contrariétés pour Narendra Modi qui a fait de sa présidence du G 20 une cause nationale. Une dizaine de pays non membres ont été invités ainsi que onze organisations internationales. Modi joue l'entre-deux, la neutralité, conciliant Washington et Moscou, le Quad (comprenant États-Unis, Inde,

Japon et Australie, groupe ressenti comme antichinois) et les BRICS. Absente du Conseil de sécurité, l'Inde peut plus facilement rallier le « *Sud global* » à l'Assemblée générale, qui entame ce mois-ci sa 78^e session. La Chine ne fera rien pour l'entrée de New Delhi ou de Tokyo au Conseil. L'Inde n'a obtenu aucun élargissement en sa faveur aux BRICS.

L'Afrique reste un angle mort. – Le bilan « *de la ceinture et de la route* » y est mitigé. La Chine a investi en dix ans mille milliards de dollars dans une centaine de pays, mais de nombreux projets sont abandonnés, la dette est insoutenable. L'Éthiopie a été admise parmi les BRICS, en même temps que

son ennemi, l'Égypte – conflit sur le Nil que Pékin voudrait arbitrer. En revanche, le poids lourd nigérien a été laissé à la porte (comme l'Algérie, fort candidate). Abuja aurait voulu entrer au G 20 alors que Biden, Macron et Modi se sont entendus pour faire sa place à l'Union africaine sur le modèle de la participation de l'Union européenne. Ce n'est pas le meilleur choix, mais un refus de choisir (l'Afrique du Sud est déjà au G 20).

« *Lâcher l'Asie, garder l'Afrique* », suggérerait-on dès 1900. C'est aujourd'hui l'inverse avec le « *pivot asiatique* » qui date d'Obama, accentué par Biden. Alors qu'une nouvelle ruée vers l'Afrique veut combler le vide créé par le repli occidental, chacun à l'Ouest rivalise de présence dans l'Indo-Pacifique. Macron, qui a découvert le Sri-Lanka en juillet, part à l'assaut du Bangladesh après New Delhi tandis que Biden effectue une visite d'État au Vietnam.

Macron se serait bien vu en photo chez les BRICS – pourquoi pas à l'OCS ? ou à l'OCI (Organisation de la coopération islamique) ? Tout en étant dans l'OTAN, l'UE et le G 7. Macron refuse ce qu'il appelle la « *partition* », terme issu de la division des Indes entre Inde et Pakistan en 1947 et à laisser aux anglophones, autant qu'inapproprié à la situation présente. Pourquoi abandonner le si beau mot de « *partage* » ? À cause de Yalta, synonyme de *rideau de fer* ? – alors que Yalta est aussi à l'origine du Conseil de sécurité et des cinq sièges permanents –, partage du monde au sens où nous avons tous le monde en partage. ■

(1). Kal Raustiala et Viva Iémanjá Jerónimo, *Why the UN Still Matters*, Foreign Affairs, juin-juillet 2023.



Savane sahélienne au sud-ouest du Burkina Faso. Contrairement aux idées reçues, le Sahel est en phase de reverdissement.

Des raisons d'espérer de l'Afrique

Par François Gerlotto.

Si l'on vous dit « Sahel », que vous vient-il à l'esprit ? Terres desséchées, cadavres momifiés d'animaux, enfants souffrant de malnutrition, et des images de sols craquelés, de files d'attente autour d'un point d'eau, de populations obligées d'émigrer, bref : la sécheresse et la mort sous un soleil implacable ? Eh bien ! vous auriez tout faux !

Le Sahel, du Sénégal au Soudan, est en train de reverdir ! Voilà une affirmation apparemment paradoxale qui mérite un retour en arrière. Avant les années 1980, le Sahel était (relativement) vert, source d'agriculture extensive et d'élevage en transhumance, de pêche importante dans les bassins du Niger, du Sénégal, du Chari, du lac Tchad. Puis une longue période de sécheresse a débuté à la fin des années 1970 et a duré une vingtaine d'années. C'est pendant cette période que s'est construite cette vision d'aridité extrême du Sahel. Mais à la fin des années 1990, la pluviosité a augmenté, les débits des fleuves (Niger en particulier, avec son immense delta central) ont suivi, ainsi que la recharge des nappes phréatiques ; le lac Tchad, qui avait pratiquement disparu dans les années quatre-vingt (il était passé de 24 000 km² dans les années 1950-1960 à moins de 2 000 km² en 1980 !), se remplit depuis 30 ans, pour atteindre 15 000 km² de nos jours, comme nous l'apprend Luc Descroix (1).

Deux explications à ce retour de la pluviométrie. La première, c'est qu'une meilleure connaissance de l'histoire naturelle de cette région nous apprend que la période de longue sécheresse qu'elle a vécue en 80-90, si elle a été très forte,

n'était pas exceptionnelle, et que des épisodes semblables ont émaillé la vie du Sahel depuis toujours. Nous voici entrés maintenant dans une période humide, dont on peut penser qu'elle durera quelques décennies avant de voir réapparaître la sécheresse. Mais plus récemment, une nouvelle hypothèse a été avancée, qui ne contredit pas la première mais pourrait bouleverser l'évolution cyclique du Sahel : le changement climatique semble avoir renforcé dans la région un système de mousson assurant une pluviométrie significative dans la partie centrale et orientale du Sahel. Si c'est le cas, voilà qui permettrait à la région d'envisager un avenir « vert » plus pérenne.

La guérison n'est pas encore complète : Luc Descroix nous cite « des zones où l'eau continue à ruisseler sur des sols encoûtés ; [...] l'auréole de déboisement autour de la ville de Niamey, sur-exploitée pour l'alimenter en bois ; [...] des surfaces dégradées aux alentours de certains forages, du fait de la forte densité du bétail. » C'est le cas également de certaines zones dégradées par la culture de l'arachide dans les années 1970, qui ne supportent plus que 50 à 70 habitants au km², sans arbres, « alors que le cœur du bassin arachidier sénégalais, 50 ou 100 km plus au nord et

plus à l'ouest, porte 250 à 400 hab/km² et constitue l'un des plus beaux parcs à acacias de la bande sahélienne ».

Mais l'amélioration générale est notable. Par ailleurs, les initiatives entreprises dans le cadre du programme « Grande muraille verte » (GMV) profitent de cette amélioration climatique. Cette initiative a été lancée en 2010 par onze États de la région du Sahel (le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan, l'Érythrée, l'Éthiopie et Djibouti), situés au sud du Sahara, qui ont créé l'Agence panafricaine de la GMV.

Conçue au départ comme une ligne continue d'arbres pour bloquer l'avancée du désert, la GMV est devenue au fil du temps un programme international de développement rural, chaque pays développant dans un cadre commun des projets spécifiques en fonction de ses besoins, ses traditions et ses possibilités. Ayant démarré en 2010 malgré certains retards (seuls 20 % des projets sont achevés), la GMV semble déjà porter des fruits (2). Si les objectifs (restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées, séquestrer 250 millions de tonnes de carbone et créer 10 millions d'emplois verts) sont loin d'être atteints, de nombreux résultats en montrent l'utilité.

Parmi les projets réussis, citons parmi nombre d'autres les « *jardins polyvalents villageois* » au Sénégal, et le projet « *Beog Puuto* » du Burkina Faso visant à apporter des solutions pérennes à la dégradation des terres et à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La mise en place de processus intégrant, à l'échelle du territoire, des évaluations des ressources en terres cultivables, en eau, la réhabilitation des terres agricoles, l'instauration de « *pratiques responsables* », la valorisation des produits locaux et des alimentations traditionnelles, tout cela aidé par une pluviométrie croissante, aboutit à des cycles socio-économiques aussi vertueux qu'inattendus.

La population augmente fortement : elle est même celle qui présente la fécondité la plus élevée d'Afrique – et du monde – et elle a quadruplé depuis 1968. C'était prévu. Mais ce qui ne l'était pas, c'est que les rendements agricoles se soient multipliés de façon tout à fait parallèle. Malgré, ou plutôt grâce à cette population plus nombreuse, les pays du Sahel central sont devenus autosuffisants, voire exportateurs de céréales. On trouve là une nouvelle dynamique opposée au malthusianisme, qui avait été décrite par Ester Boserup en 1965 (3) : l'augmentation de population mène à une augmentation de l'activité, donc à une augmentation de la production : « *Boserup considère la croissance démographique comme [...] un facteur majeur du développement agricole. Cette hypothèse avance dans les milieux scientifiques, pas encore au niveau politique ou associatif, d'où le maintien d'un certain pessimisme dans les réseaux correspondants* » (1). Telles sont aussi les conclusions de Kako Nubukpo (4), fondées sur ces observations, dont nous avons présenté le livre dans le numéro 1246 de *Royaliste* en concluant qu'il « *a le mérite de proposer une voie de sortie, étroite mais possible, pour un continent qu'il veut voir devenir le grenier de l'humanité à la fin du siècle* ».

Citons encore Luc Descroix, qui confirme ces conclusions : « *L'émergence d'agrosystèmes denses et pérennes est indéniable, et on voit s'étendre des agrosystèmes très arborés un peu partout au Sahel [...]. Dans le même temps progresse aussi l'hypothèse optimiste d'une progression de la résilience des agrosystèmes* » (1). On se rend compte alors que tout notre imaginaire paresseux sur l'Afrique (surpopulation, famines, sécheresse permanente, incapacité des populations à atteindre l'autonomie, ignorance des peuples, tout cela poussant à une émigration inexorable, etc.) date d'un autre âge. C'est pourtant sur lui que nous fondons encore nombre de nos réactions, de nos analyses et de nos positions politiques ; c'est sur ces schémas primaires dépassés que se développent la plupart des réactions occidentales (et françaises en particulier), comme celle



Exploitation agricole à Gao (Mali). Dans de nombreuses zones rurales du Sahel, les rendements agricoles ont triplé en vingt ans.

que M. Macron a eue lors de sa visite à Ouagadougou en décembre 2017 (voir *Royaliste* n° 1134). Un tel comportement est plus que dépassé et absurde : il est honteux et inacceptable.

Tout n'est pas rose évidemment : de nombreux problèmes ne sont pas résolus et nous confortent dans notre vision passiste. Celle-ci est même encouragée par certains chefs d'État habiles à jouer du sentiment de culpabilité des anciennes puissances coloniales, pour exiger de recevoir sans contrepartie une manne financière en compensation d'une colonisation prétendue « *crime contre l'humanité* ».

L'augmentation de la population mène à une augmentation de l'activité, donc à une augmentation de la production.

Il est vrai aussi que l'évolution politique de certains pays du Sahel n'est pas encourageante : nous le voyons bien avec les mésaventures de la force Barkhane au Mali, le rejet de notre coopération (voire de notre présence) au Burkina Faso et plus récemment au Niger.

La « *maladie politique chronique* » de l'Afrique de l'Ouest se poursuit, avec l'apparition d'une nouvelle génération de dictateurs militaires, d'autant plus avides que les pays vont mieux ; avec l'entrée de nouveaux colonialistes déguisés en partenaires économiques (Russie, Chine, et leurs méthodes discutables d'échanges et de coopération, d'achats de terrains et d'appropriation de ressources naturelles) ; avec l'introduction de ces pays dans les réseaux mafieux ; avec un Sahel

devenu plaque tournante de la cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Europe. Tout cela n'améliore pas l'image que nous avons de ces pays (et vice versa, d'ailleurs).

Enfin, l'influence grandissante des réseaux islamistes et leurs imbrications étroites avec ces mafias n'arrangent pas les choses puisqu'ils transforment des régions entières en zones de non-droit et d'esclavage, d'où tous les témoins extérieurs sont chassés sous des inculpations mensongères, pour permettre de faire fonctionner tranquillement ce business mafieux.

Mais cela ne doit pas cacher l'évolution remarquable de la population, et la distance qui existe entre celle-ci et les juntes successives qui se disputent les délices financières du pouvoir. Car la plus grande partie de cette population, quand elle n'est pas soumise aux exigences des djihadistes, ne dépend que d'elle-même dans la réalité de ses activités, et des pouvoirs coutumiers pour sa vie sociale. En effet, d'innombrables monarchies locales qui, elles, sont à l'écoute des personnes, font ce qu'elles peuvent pour maintenir un semblant de vie communautaire et nationale. Tout ne dépend pas du dictateur du moment, et le pays continue à vivre.

Enfin, une dernière idée fausse doit être combattue : il ne faut pas croire qu'il s'agit d'une population ignorante. Si l'on se plaint souvent dans nos pays des dégâts que les réseaux sociaux peuvent faire à nos sociétés, ces derniers au contraire ont permis d'ouvrir largement l'Afrique « *broussarde* » au monde. Tout le monde y a un téléphone portable, même dans les régions sans électricité (où l'heureux possesseur d'un groupe électrogène a été promu « *chargeur de batteries* »), et l'information circule. Le villageois africain d'aujourd'hui, au fin fond de la brousse sahélienne, en sait plus sur le monde et son fonctionnement que n'en savait mon arrière-grand-père, paysan à Saint-Sorlin-d'Arves (Savoie).

Mais une chose est sûre : si nous continuons à utiliser les vieux clichés auxquels nous sommes habitués pour concevoir nos relations avec l'Afrique, il ne faut pas s'étonner que nos politiques suscitent chez les populations sahéliennes que nous infantilisons, le doute, l'incompréhension, voire l'hostilité ! ■

(1). Luc Descroix, *Sécheresse, désertification et reverdissement au Sahel. Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification* (avec l'IRD : Institut de recherche pour le développement), 2021.

(2). Voir les travaux de Jean-Luc Chotte, directeur de recherches de l'IRD, président du Comité scientifique français de la désertification (www.ird.fr).

(3). Hervé Le Bras, « Malthus ou Boserup : validité et continuité historique des modèles démographiques » in *Mathématiques et sciences humaines* n° 164, 2003.

(4). Kako Nubukpo. *Une solution pour l'Afrique : néoprotectionnisme et biens communs*, Odile Jacob, 2022.

Le roman vrai de la mort de Venise

« *La brume sied bien aux ruines* ». Dès la première phrase, Isabelle Autissier nous plonge au cœur de son roman. Car s'il nous parle d'un meurtre, ce n'est pas n'importe lequel : c'est celui de Venise.

Roman donc, « *mais pas que* ». Commençons par cet aspect qui nous fait vivre les réactions d'une famille vénitienne avant et pendant l'effondrement de sa ville. Trois personnages aux positions incompatibles, mais toutes fondées sur l'amour de Venise. Maria Alba Dandolo tout d'abord, la mère, aristocrate vénitienne, observe de sa terrasse le lent délitement de sa cité, sans pouvoir – ni vouloir – agir. Léa, sa fille, étudiante et écologiste militante, se bat pour sauver la ville avec l'aide de divers personnages mineurs du roman, et n'hésite pas à s'opposer à sa famille et surtout à son père : « *Ces bateaux [de tourisme] pourrissent Venise, mais ils rapportent de l'argent, et toi ça te suffit !* ». Enfin, Guido Malegatti, le père, conseiller municipal et responsable de l'économie de la cité des Doges, d'origine provinciale et de famille modeste, a pour ambition d'enrichir la ville en en monnayant les attraits. Pas forcément pour de mauvaises



Isabelle Autissier.

© WIKIPÉDIA, PHOTO : G. GARTAN.

raisons, d'ailleurs : « *Ils pourrissent Venise ? Et comment crois-tu que se payent les travaux des canaux, des ponts, l'enlèvement des ordures, la réfection des monuments ?* ». Il s'est engagé pour cela corps et âme dans la construction de « MOSE », l'écluse géante, monstre de technologie (et de corruption), qu'il voit comme la solution qui protégera la lagune des eaux montantes – la technique protégeant des dégâts de la technique.

Cela dit, Isabelle Autissier n'est pas Donna Leone, et ce livre, qui ressemble à un roman sur Venise, n'en est pas un. C'est l'enrobage sucré autour de la pilule amère qu'elle veut nous faire prendre : les

causes écologiques de l'effondrement programmé de la ville. La présidente du WWF France est écologue de formation, elle connaît son sujet et nous fournit un diagnostic des raisons écologiques qui ont fait, dans son récit, – et feront un jour – naufrager Venise : canaux approfondis par des dragages excessifs, trafic maritime destructeur, bateaux de tourisme gigantesques qui font s'effondrer les berges, asphyxie de la lagune, pollution agricole et industrielle, tourisme de masse, choix économiques désastreux, etc.

Mais la vraie raison, celle qui a mené à ces choix, est ailleurs : c'est le changement brutal, au cours du XX^e siècle,

des relations entre l'homme et la nature. Dans le cas de Venise, nous dit Isabelle Autissier, l'évolution de la lagune « *a été marquée depuis quinze siècles du sceau des hommes, mais, jusqu'au tournant du XX^e siècle, personne n'a dérogé à une idée fondamentale : c'est parce que la lagune est la lagune que Venise est Venise. [...] Puis tout a changé et on a cessé de regarder la lagune comme un être vivant avec lequel demeurer en symbiose. Le contrat a été rompu* ». La société industrielle a abandonné tout souci d'un environnement dont nous étions les bénéficiaires, les responsables et les conservateurs. Or, depuis cinquante ans, si un lieu peut rapporter de l'argent, qu'importe si une exploitation aveugle finit par le détruire. Pire encore : un lieu dévasté peut continuer d'être exploité, comme l'envisage Guido qui, dans une Venise naufragée, évalue combien un « *tourisme des catastrophes* » pourrait rapporter. Et nous continuons d'appliquer à l'environnement l'idéologie qui en anéantit chaque jour des pans entiers. Jusqu'à ce que nous ayons tout détruit. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

► Isabelle Autissier, *Le Naufrage de Venise*, Stock, 2022.

Dans les revues

■ **Autocratie.** – La revue *Moyen-Orient* a présenté dans son numéro d'été un panorama de cette région sur les douze derniers mois. Des régimes autocratiques ont procédé à une « *restauration autoritaire qui n'est pas un retour à la situation antérieure, mais une sorte de pas de côté, de réactualisation de l'autoritarisme* ». Il ne reste rien ou presque de la démocratie tunisienne, dernier vestige du « *Printemps arabe* » de 2011. Le régime syrien a été réintégré au sein de la Ligue arabe en mai, marquant la fin de l'isolement diplomatique du régime baasiste, mais celui-ci demeure toujours sous la dépendance de ses alliés russe et iranien.

Il ne faut pas oublier les États faillis comme le Liban ou qui sont incapables de mettre fin à leurs guerres civiles comme le Yémen ou la Libye, sans oublier le Sou-



dan où l'État se disloque sous la poussée des milices. Ce vent autoritaire touche aussi la principale démocratie de la région, Israël, où le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu veut casser l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Pourtant, les contestations des femmes (et pas seulement

des femmes) en Iran, l'abstentionnisme massif en Tunisie, les contestations qui montent en Syrie montrent que l'ordre autoritaire établi reste fragile. Il n'y a d'ailleurs pas qu'en Iran que les femmes sont insatisfaites et il n'est pas sûr que le compromis saoudien – du pain et des jeux en échange d'une soumission absolue de la population – tienne très longtemps. Les récentes manifestations en Syrie illustrent la misère d'une population qui ne supporte plus la misère et la corruption qui gangrènent le pays, sans oublier les poussées inflationnistes qui touchent toute la région.

Les manifestations en Israël depuis le mois de mars montrent la vitalité d'une société israélienne qui ne veut pas d'une démocratie illibérale, mais qui pour l'instant ne remet pas en cause le *statu quo* en Palestine et les discriminations contre les Arabes israéliens.

Enfin, le Proche-Orient est en proie à une lutte ouverte entre ses

différents parrains. Les États-Unis ont de moins en moins de prise sur la région malgré les accords d'Abraham de 2020. L'Union européenne peine à définir une politique cohérente. La Chine s'installe dans la région tout doucement. La Russie et la Turquie ont du mal à faire triompher leurs ambitions. L'Iran et l'Arabie saoudite trouvent dans leur rapprochement, sous l'égide de la Chine, un moyen de dépasser leurs échecs relatifs en Irak, au Liban, au Yémen, en Syrie. Le Qatar et les Émirats arabes unis s'affirment par leur richesse financière et la capacité du premier à se réconcilier avec ses voisins et à intensifier son *soft power* avec des événements sportifs comme la Coupe du monde de football en attendant la Coupe d'Asie, position hégémonique que veut lui contester l'Arabie saoudite. ■

ANDRÉ VIVIER.

► *Moyen-Orient*, n° 59, juillet-septembre 2023.

DR



Par Gérard Leclerc

En souvenir de Jacques Julliard

Question préalable : comment expliquer qu'avec certains êtres, parfois éloignés de vos propres convictions, la conversation s'ouvre naturellement dans une proximité amicale ? La réponse n'est pas trop difficile. Un espace se découvre spontanément, à mille lieux des rétractions hostiles et sectaires. Avec Jacques Julliard, cela relevait de l'évidence. Son caractère le hissait au-delà des querelles médiocres. Il suffisait de le lire dans *Le Nouvel Observateur* de la belle époque pour s'en convaincre. Un hebdomadaire, dont il faudra bien un jour établir le bilan intellectuel, pour apprécier à quel point il a modifié la culture française de la fin du XX^e siècle. J'appartiens à une génération qui en a été profondément marquée. Julliard était de cette équipe brillante autour de Jean Daniel. Et, après la disparition de Maurice Clavel en 1979, il s'est trouvé que, pour nous, c'est avec lui que le dialogue s'est poursuivi le plus directement. En ce qui me concerne, c'est en 1996 que s'est produite notre première rencontre.

Participant à une émission du dimanche sur France 2, je m'étais retrouvé à ses côtés à l'invitation de Michèle Cotta. Et c'est entre nous que la conversation s'est nouée ensuite, alors qu'il y avait là d'autres interlocuteurs possibles, de sensibilité plus « progressiste ». Mais Julliard affirmait me lire régulièrement dans *Royaliste* et il avait même pensé un moment m'introduire dans la rédaction du *Nouvel Obs* ! J'en avais tout de même été un peu surpris mais il fallait se rendre compte qu'il y avait de sérieuses affinités entre nous, que sa mort m'oblige à analyser plus profondément.

Affinités politiques ? L'affaire n'est pas simple. Il est entendu que Julliard avait été un des principaux représentants et théoriciens de ce qu'on appelait « la deuxième gauche », aux côtés de Michel Rocard et d'Edmond Maire. Par certains côtés, cela pouvait attirer notre sympathie, non sans restriction. Jean-Pierre Chevènement l'avait qualifiée péjorativement de « gauche américaine ». Ce n'était pas une attaque gratuite. N'y avait-il pas contradiction entre les velléités autogestionnaires des années soixante et le désir de se concilier un certain libéralisme économique ? La figure de Jacques Delors, futur dirigeant de l'eurocratie, s'interpose avec le tournant de la rigueur en 1983, comme l'exemple même de la rupture avec le programme antilibéral de la gauche mitterrandienne. Une telle contradiction n'était pas pour étonner, si l'on se réfère à la ligne politique de la revue *Esprit*, à laquelle Julliard collabora. Il n'était pas aisé pour les successeurs d'Emmanuel Mounier d'élaborer la synthèse entre l'attachement aux masses populaires et les solutions technocratiques des Trente Glorieuses. Cela fait partie, il est vrai, des contrariétés de la vie et des apories du réel.

En résultait-il cette « république du centre » qui bouleversait les données anciennes de notre géographie politique ? Parfois, Jacques Julliard a donné le sentiment d'abandonner son attachement aux projets autogestionnaires qu'il avait nourris dans le cadre de la CFDT. Mais ce n'était pas pour autant qu'il se ralliait au centre. Toujours, il a affirmé son attachement à la gauche qui fut le principal objet d'études de sa mission d'historien. Et il n'a jamais renié la tradition qu'il privilégiait au sein de cette gauche multiple. Tradition qui se rapporte à ces grands noms aujourd'hui plutôt délaissés : Proudhon, Sorel, Pelloutier... L'entretien qu'il a donné à Olivier Moulin dans notre

journal en avril dernier attestait de cette fidélité, avec l'espoir que la recomposition syndicale en cours correspondrait à un renouveau dans l'esprit des grands anciens. Sa proximité avec Jean-Claude Michéa était bien le signe d'une telle constance.

Mais ce faisant, Julliard marquait son désaccord total avec la ligne Mélenchon, en stigmatisant de la façon la plus dure l'insoumission, qui signifiait en fait l'abandon des revendications populaires. Dans le grand article qu'elle lui a consacré au *Figaro* (1), Eugénie Bastié rappelle une déclaration qui fait le point exact de la situation dans laquelle il se trouvait : « *Je me sens toujours de gauche. Mais je ne me sens plus représenté par ceux qui parlent en son nom... Nous vivons aujourd'hui un véritable chiasme intellectuel : la gauche a abandonné toutes ses valeurs – la laïcité, la nation, l'universel, l'école républicaine, la sécurité – à la droite. Ce qui a occasionné un décalage de plus en plus important entre le peuple de gauche et les intellectuels censés le représenter.* »

Pareille déclaration est significative de l'abîme qui séparait désormais Jacques Julliard d'une intelligentsia vis-à-vis de laquelle il se sentait de plus en plus étranger. À Olivier Moulin aussi il avait confié « *sa détestation de la corporatisme des intellectuels en tant que telle* ». Détestation qui était déjà propre à Georges Sorel. Mais il n'y avait pas seulement le refus d'appartenir à une coterie partisane. Il y avait l'expression toujours plus vive d'un désaccord de fond sur une vision de la société et sur les principes qui en assuraient la pérennité.

Il faut quand même prendre la mesure de son passage à *Marianne* et surtout au *Figaro*. Était-ce un désaccord formel de ses trente-deux années d'éditorialiste au *Nouvel Observateur* ? Daniel Lindenberg avait-il eu raison de le rajouter à la liste des « *néo réactionnaires* » dans la nouvelle édition de son pamphlet *Rappel à l'ordre* ? Pour prendre la mesure de sa position, il convient de se garder des réductions et des rancœurs de la polémique. Thomas Legrand dans *Libération* (2) a tenté de saluer celui qui déplorait la dérive wokiste de son journal. Mais ce faisant, il refusait d'apprécier le désaccord fondamental qui s'était creusé entre l'ancienne figure phare de la gauche et l'observateur accablé de ce qu'elle était devenue. Non, Jacques Julliard ne s'était pas renié. Il s'était montré fidèle à ce qu'il y avait de plus irréductible en lui, en deçà de toutes les fluctuations d'une actualité éphémère. Ce n'était pas principalement en vertu de la part réactionnaire qu'il s'était toujours reconnue. C'était en vertu de sa culture essentielle. Et cela, Thomas Legrand veut bien le reconnaître, mais sans en tirer les conséquences. L'amour inconditionnel que Julliard portait à notre héritage littéraire (amour depuis toujours partagé avec son épouse Suzanne, lettrée supérieure) correspondait à la véritable profondeur de ses convictions, c'est-à-dire ses raisons de vivre. Et puisque je voulais m'interroger sur la nature exacte de nos affinités, elles sont là ! Elles appartiennent à cet ordre auquel se référait le lecteur de Pascal. Mais aussi de Péguy, de Bernanos, de Simone Weil..., nos maîtres pour l'éternité. ■

(1). Eugénie Bastié, « Jacques Julliard : la croix la rose et la plume », *Le Figaro*, 9 et 10 septembre.

(2) Thomas Legrand, « Au revoir Jacques Julliard », *Libération*, 9 et 10 septembre.

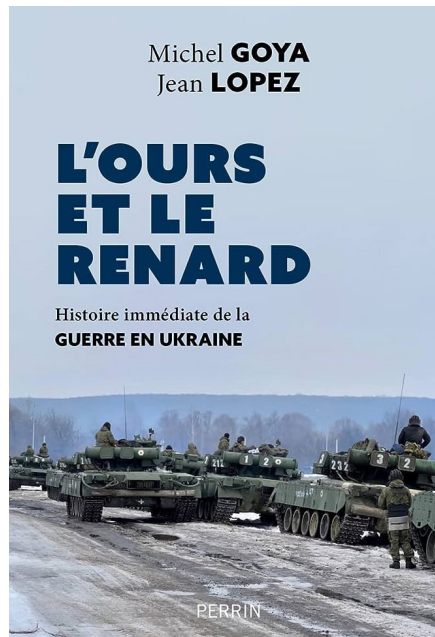
Une guerre qui doit nous faire réfléchir

Jean Lopez, spécialiste reconnu de la pensée militaire russe, et Michel Goya, colonel des troupes de marine et analyste militaire bien connu des lecteurs de *Royaliste*, nous livrent leur analyse du conflit ukrainien.

Les auteurs ont choisi un cadre largement chronologique, détaillant les phases principales du conflit, sans négliger l'analyse des politiques, des systèmes militaires, des stratégies et des tactiques. Jean Lopez a contribué à faire connaître, en France, l'art opératif développé dans la jeune Union soviétique par Svetchine et Toukhatchevski. L'une des principales leçons de ce texte riche est que l'armée russe a failli à mettre en œuvre cette conception, pour s'être fixé des objectifs sans aucun rapport avec ses moyens et ses capacités. L'illusion de la puissance de l'armée russe, partagée en Occident, avait conduit l'état-major et le gouvernement russes à imaginer une offensive rapide, sans séquençage des objectifs. La période couverte s'arrête en avril 2023, et les auteurs insistent fortement sur l'incertitude de la guerre ; inutile donc de chercher des prophéties ni de leur opposer, un jour, l'évolution ultérieure...

Deux armées en mutation. – Côté russe, le conflit syrien avait pu faire illusion, notamment en matière aérienne, mais le vieillissement et la perte d'ex-Républiques soviétiques limitent la ressource humaine à 750 000 hommes, les réservistes formés manquent, les sociétés de type Wagner ont proliféré. Côté ukrainien, les bataillons de volontaires nés lors des conflits du Donbass ont été intégrés. L'aide militaire occidentale a permis la formation des forces spéciales et des sous-officiers. Le rétrofit des avions existants, de l'artillerie, la fourniture d'armes légères ont été une priorité. L'armée ukrainienne bénéficiait d'une véritable force de réserve opérationnelle. Sur mer, la supériorité russe a été temporairement totale à l'ouverture du conflit. L'aviation ukrainienne, en revanche, a pu survivre aux frappes initiales.

L'échec de la Blitzkrieg russe. – La première phase a vu l'échec de la Blitzkrieg russe, conçue sur le modèle de l'offensive à grande vitesse élaboré par les Soviétiques dans les années soixante-dix, pour occuper Kiev et encercler les forces ukrainiennes du Donbass afin d'incapaciter définitivement la défense ukrainienne. L'« opération militaire spéciale » ne recut pas de commandement unique. Les frappes aériennes furent trop faibles et imprécises, fondées sur l'accompagnement de l'action terrestre. L'artillerie ne fut pas employée à fond, peut-être pour



ne pas détruire ce qu'on espérait conquérir. Le système de commandement et de contrôle ukrainien resta opérationnel, grâce notamment au système Spacelink. La tentative hasardeuse d'écraser la résistance par une action unique fut contrée par des combats fragmentés, les armes antichars à tir plongeant et les drones. Kharkiv, russophone, où l'envahisseur espérait un accueil enthousiaste, ne répondit pas à cette attente. L'avancée russe la plus spectaculaire fut dans le sud, où le commandement ukrainien fut inerte et peut-être dans certains cas complice. Odessa, objectif majeur pour la maîtrise de la mer Noire, ne fut pas atteint.

Beaucoup des incertitudes posées auront leur réponse dans le résultat de l'offensive en cours.

Retour au Donbass. La seconde phase se concentra sur le Donbass, vit l'abandon inavoué de l'objectif russe initial, la révélation de crimes de guerre de l'armée russe, la mobilisation d'un Occident resté silencieux avant l'invasion, s'engageant à fournir canons et lance-roquettes, ce qui facilita la standardisation des calibres et des munitions au sein de l'OTAN. Nombre de généraux russes furent amenés, par la mauvaise qualité des transmissions et la médiocrité des officiers subalternes, à vouloir observer la situation à l'avant, et à y trouver fréquemment la mort.

L'offensive ukrainienne. – La troisième phase vit l'offensive ukrainienne, alors que la situation semblait bloquée et que Michel Goya évoquait une « guerre de corsaires ». L'armée ukrainienne fit pe-

ser une menace sur Kherson, alors qu'elle préparait au nord une offensive d'opportunité pour aller le plus loin possible vers l'est. L'aide américaine en matière de renseignement fut utile, mais les Ukrainiens étaient déjà bien renseignés. Ils ne purent néanmoins poursuivre l'ennemi bousculé, faute de réserves. Il n'y eut guère de combats entre chars, que le retour de la manœuvre en terrain libre pouvait laisser attendre. Le regain de puissance et d'initiative ukrainienne fit rentrer la marine russe dans la « bulle » de Crimée.

L'enlèvement, et après ? – La dernière phase, lors de la sortie de l'ouvrage, amène les auteurs à revenir sur quelques leçons du conflit. L'aviation rendue largement inopérante, restent les missiles, mais c'est en réalité l'artillerie qui détruit les villes. Le cyber est le théâtre d'une guerre active et fertile en rebondissements, mais n'a pas changé la donne. L'innovation est permanente, presque quotidienne. Dans ce conflit où les crimes de guerre ne sont pas l'exception, des échanges de prisonniers ont lieu fréquemment. Mais les positions des deux parties rendent toute négociation impossible. Pour qui lit l'ouvrage aujourd'hui, c'est-à-dire plusieurs mois après sa parution, beaucoup des incertitudes posées auront leur réponse dans le résultat de l'offensive en cours.

Quelques leçons pour nous, Français. – Les auteurs concluent eux-mêmes : « *Et la France et l'Europe dans tout ça ? Aux abonnés discrets qui se découvrent faibles dans un monde dangereux* ».

La base industrielle et technologique de défense européenne est incapable de répondre aux besoins ukrainiens, sans parler de ceux de nos propres armées dans un conflit de haute intensité. Nos forces ne sont pas en mesure de défendre nos territoires et de venir simultanément en aide à nos alliés. Et ce d'autant moins qu'un pays en difficulté attire les charognards, comme l'Italie et le Siam pendant la Seconde Guerre mondiale. La notion de conflit limité n'a pas de sens dans le nouveau contexte ; c'est l'ensemble du globe et de nos intérêts qui serait impliqué, sur terre, sur et sous la mer, dans les airs et l'espace. Le nombre et la puissance des hostiles déclarés et potentiels s'est brutalement accru. Il n'est plus question de s'interposer entre les Matuvu et les Babaorum !

Au Parlement d'exiger une révision urgente, pour éviter qu'un président ne soit acculé un jour, tel un Poutine, à brandir la menace nucléaire ! ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

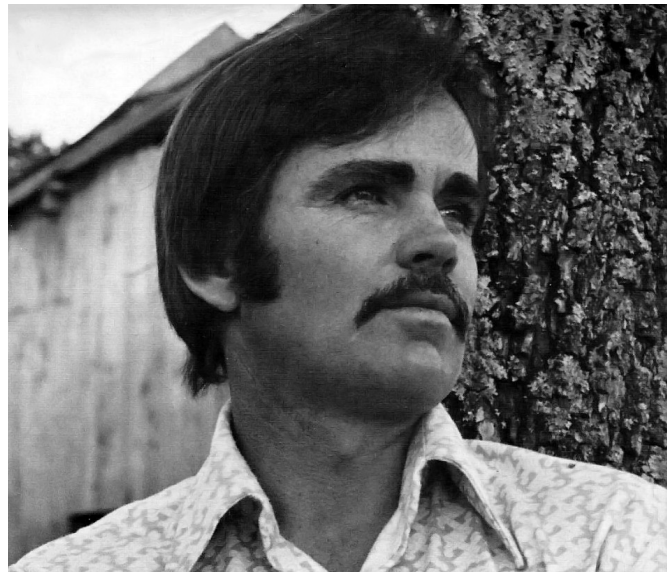
► Michel Goya et Jean Lopez, *L'OURS et le Renard. Histoire immédiate de la guerre en Ukraine*, Perrin, 2023.

Cormac McCarthy, la voix des ténèbres

L'écrivain américain Cormac McCarthy s'est éteint le 13 juin 2023 à l'âge de 89 ans. Toute son existence, il n'a eu de cesse d'écrire l'angoisse et la solitude de l'homme, révélant la part sombre qui sommeille en lui.

S'aventurer dans l'œuvre de Cormac McCarthy n'a rien d'un acte anodin. Ça laisse des traces. Ma première lecture fut *La Trilogie des confins*, dont le premier opus sort en 1992 avec *De si jolis chevaux*. Je me souviens d'une intense émotion dès les premiers paragraphes. La sidération. Son style est littéralement sidérant. Puis le vertige, embarqué dans ce monde de ténèbres où l'innocence est martyrisée, où le Bien, vaincu, ne se dispute même plus au Mal. Subjugué, abasourdi, je me suis empressé de lire toute son œuvre, comme atteint de boulimie.

Héritier légitime de William Faulkner, Cormac McCarthy est un écrivain capital. Au travers d'un style lyrique où l'hyper-réalisme minutieux des descriptions donne corps à une violence extrême, il interroge un monde contemporain perdu dans la sauvagerie. Ses livres, baroques et laconiques, archaïques et érudits, sont comme des paraboles de la Bible, où chaque chapitre laisse derrière lui un mystère. Ils sont issus pour la plupart de l'Amérique profonde. Le romancier fait parler ses personnages comme s'ils avaient lu



L'écrivain américain Cormac McCarthy dans les années soixante-dix.

Heidegger, Nietzsche ou Spinoza, dont les dialogues sont des échanges métaphysiques.

« *Le monde doit être pour moitié composé de ténèbres* », fait dire McCarthy à un de ses personnages dans *Le Passager*, paru l'an dernier. La sauvagerie avérée de notre monde semble trouver son origine dans la relation entre Dieu et l'homme. Si cette question n'est explicitement jamais posée dans ses ouvrages, l'auteur esquisse invariablement l'éloignement de l'homme envers son Créateur, qui pourtant l'a fait à son image. Ainsi, dans *Un enfant de Dieu*, il décrit Lester, son personnage devenu un monstre : « *Il est petit, crasseux, mal rasé, une*

brutalité contenue. Un enfant de Dieu, sans doute comme vous et moi ». Ou bien, dans le western crépusculaire *Méridien de sang*, ce gamin d'à peine quatorze ans : « *Il observe, pâle et pas lavé. Il ne sait ni lire ni écrire, et déjà couve en lui un appétit de violence aveugle* ». Devenu libre, l'homme, face à lui-même, s'est-il à ce point détourné de Dieu jusqu'à devenir sa propre calamité ? Cette citation dans le roman *La Route*, fable apocalyptique, nous y fait penser : « *Il n'y a pas de Dieu et nous sommes ses prophètes* ». Ou cette répartie, dans *Le Grand Passage* : « *Le problème n'a jamais été que cet homme a cessé de croire en*

Dieu. Non. C'est plutôt qu'il en était venu à croire des choses terribles au sujet de Dieu. »

L'œuvre de Cormac McCarthy est un opéra baroque, mystique et grandiose, qui questionne l'humanité tout entière. On n'en ressort pas indemne. Son mystère est hypnotique. Je la relis inlassablement depuis plus de vingt ans. Et *La Trilogie des confins*. Toujours. ■

AYMERIC DARAN.

Cinéma

■ **Yannick.** – Yannick (le personnage principal magistralement interprété par Raphaël Quenard) interrompt la représentation d'une pièce de théâtre à laquelle il assiste parce qu'il attendait qu'elle le divertît alors qu'elle ne fait que lui plomber le moral. C'est l'occasion d'opposer deux approches de la culture : l'une élitiste, qui cultive l'entre-soi, l'autre, qui s'adresse d'abord au spectateur pour le faire grandir.

Le réalisateur Quentin Dupieux révèle notre époque, ses questionnements et son incapacité à y répondre autrement que par la violence ou des subterfuges. Il évite le piège du grotesque dans lequel tombent souvent les séries françaises, où les classes sociales sont caricaturées, et les relations entre les personnages, superficielles. Dupieux aime ses héros, et quand il les met en difficulté, c'est pour mieux en faire ressortir les fragilités, pas pour se moquer ni nous accabler.

N. P.

► **Yannick**, comédie de Quentin Dupieux, 2023.

Cinéma

■ **Chevalier.** – Né esclave en 1745 dans les Caraïbes françaises, de la relation entre un colon, Georges Bologne, et une esclave, reconnu par son père qui lui offre la meilleure des éducations, Joseph Bologne de Saint-George, dit *le chevalier de Saint-George*, débarque à Bordeaux en 1753 avec sa mère où, en vertu de l'édit du 3 juillet 1315, il devient un homme libre car « *le sol de la France affranchit l'esclave qui le touche* ».

Précoce et brillant, il devient un virtuose du violon doublé d'un compositeur renommé ainsi que, sous la houlette du maître d'armes Nicolas Benjamin Texier de La Boëssière, un redoutable escrimeur.

Métis, génie des armes et musicien virtuose, tout était réuni pour intéresser Hol-



lywood. Mais quand ce sont des Américains qui officient, les réalités historiques sont souvent malmenées. Ce *Chevalier* ne retient que les grandes lignes d'un parcours unique pour l'époque, pour en faire une pure fiction comme ce « duel » de violonistes, rivaux et vindicatifs, entre lui-même et Mozart, alors que des témoignages histo-

riques attestent que le jeune Mozart – de 11 ans son cadet – lui vouait une grande admiration, que le chevalier lui rendait bien.

Il y a des costumes et des décors intérieurs somptueux (contrairement aux extérieurs où les incrustations numériques sont médiocres), le script est bien rythmé, les images sont belles et les séquences musicales très réussies, notamment celle du final. Un souffle romanesque indéniable parcourt ce film. Il faut oublier les contre-vérités historiques pour prendre du plaisir devant ces intrigues qui puisent aussi bien dans la politique que dans le romantique, le drame et parfois même la comédie.

L. de B.

► **Chevalier**, réalisé par Stephen Williams, scénario Stéfani Robinson, avec Kelvin Harrison Jr, 2023. Disponible depuis le 23 juin sur Disney +.

René Lebarillier

Dans les années 30, le duc de Guise, en rupture avec le mouvement de Maurice Pujo et Charles Maurras, laisse son fils, le comte de Paris, créer un mensuel, *Question du jour*, qui deviendra *Courrier royal*, réunissant une pléiade d'écrivains (Georges Simenon, Claude Roy, Gabriel Marcel, Thierry Maulnier, André Maurois, Jean de Fabrègues, etc.) sous l'autorité de Pierre Longone. D'abord hebdomadaire, il perd nombre de ses abonnés après une campagne de dénigrement de *L'Action française* (1937) et devient mensuel. Malgré l'opposition maurrasienne, un véritable centre de propagande royaliste s'est constitué autour du *Courrier royal*, rassemblant plus de 160 délégués établis dans les villes de France. Ces groupes locaux vont réunir des royalistes de toutes origines. Pendant la guerre, nombre de délégués choisissent, suivant les consignes du comte de Paris (voir *Royaliste* n° 1193), de participer à la dissidence.

En juin-juillet 1940, au pied des Vosges, Épinal est devenue un immense camp d'internement (1) : le *Frontstalag 121*. Mais le vainqueur n'a rien prévu pour habiller et nourrir ses 48 000 prisonniers... En ville, c'est un accordeur de piano, ancien délégué des comités du *Courrier royal*, qui va créer et organiser leur ravitaillement.

René Lebarillier est né le 21 février 1896 dans la presqu'île du Cotentin, à Valognes. À l'âge de trois ans, il devient à demi aveugle et part à Paris suivre les cours de l'Institut national des jeunes aveugles. Heureusement, le facteur de pianos, la maison Pleyel, a besoin d'accordeurs. Le jeune garçon est formé à ce difficile métier. Il se marie avec Marcelle, une Spinalienne, et part s'installer à Épinal. Le jeune couple accueille son premier enfant Paul en 1923. Jacques suivra en 1926. Marcelle reprend le magasin de papier peint dans la grande rue de la gare. Lui sillonne les villes et villages des Vosges, accordant les instruments. Très croyant, il fréquente la paroisse de l'abbé Febvet et les sœurs Oberbronn (2). Rapidement, il est honorablement connu et accepte d'être correspondant du *Courrier royal*.

En juin 1940, René Lebarillier entend l'Appel du général de Gaulle. Mais c'est son fils Paul qui, arpentant les rues autour des casernes, va rencontrer les premiers prisonniers réclamant à manger. Son père crée le Comité d'aide aux malades,

blessés et prisonniers de guerre de la place d'Épinal. Après maintes et maintes péripéties, il obtient des comités de la Croix-Rouge un agrément, puis celui du préfet, très récalcitrant, et des autorités allemandes. René organise son Comité de bienfaisance chez les sœurs Oberbronn, la mère supérieure Marguerite-Marie devenant administratrice de l'association (2). Il engage ses économies, achète quelques

au Comité de bienfaisance. Jusqu'en novembre 1942, tous vont œuvrer pour que les Français, noirs, blancs, catholiques, protestants ou juifs qui fuient la nazification puissent rejoindre la zone Vichy que l'on ne dit plus « libre ».

Comme partout en France, la situation change en novembre 42. La fiction de la souveraineté vichyste disparaît. Pour ceux qui n'ont jamais démissionné, la nature des actions évolue. L'accordeur de piano poursuit évidemment son combat. Le Comité de bienfaisance devient un repaire de résistants qui va établir les contacts nécessaires. Lorsque s'organisent les premiers maquis dans les Hautes-Vosges, Lebarillier retrouve une relation d'avant-guerre – qui a les mêmes idées sur la politique et la résistance –, le docteur Lapierre, pour aider à l'organisation du maquis de la Piquante Pierre. Les 1 300 maquisards subiront l'assaut de la Wehrmacht les 19-20 septembre 1944...

À la sortie de la guerre, René Lebarillier reçoit la rosette de la Résistance et décide de se consacrer à l'aide aux jeunes aveugles. En 1958, il devient le premier président de l'Association des amis du foyer des aveugles qu'il a fondée. Il décède le 21 juin 1972 à 76 ans... ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre : Général Benoît-Léon de Fornel de La Laurencie - La débacle.)



vivres et, avec l'assistance de sa paroisse et l'aide de troupes scoutées de toutes obédiences, commence les distributions. Rapidement, une chaîne de solidarité s'active. Des particuliers mais aussi les maires des villages, les paroisses et les anciens combattants vont se mobiliser. Il faudra attendre décembre 1940 pour

« Ayant mis notre confiance totale dans la Très Sainte Vierge Marie, nous luttons sans haine, mais sans peur, pour défendre la civilisation chrétienne contre l'erreur hitlérienne. »

René Lebarillier
dans *Histoire d'Épinal*,
de François Weymuller.

entendre une dame de l'administration (Vichy) : « Monsieur, je suis déléguée du ministère des Prisonniers et je viens mettre un peu d'ordre... ». René Lebarillier : « Madame, si vous venez m'apporter de l'argent, vous êtes la bienvenue. Mais si vous venez m'apporter des circulaires, ça non !... »

Début juillet 1940, Marcel Wolf, un Juif secrétaire de la chambre de commerce, demande de l'aide à Lebarillier qui le prend immédiatement en charge. Rapidement, des soldats vont suivre le même chemin et trouver appuis, aides, faux papiers et filières de passage grâce aux sœurs et

(1). Le Troisième Reich fait 1 845 000 prisonniers français rassemblés dans des *Frontstalags*. Entre 60 000 et 70 000 soldats s'évadèrent de ces camps. En juin 1940, Épinal devient un immense camp d'internement ; Jacques Renouvin, blessé, y est soigné à l'hôpital... Il s'en évade... A-t-il reçu l'aide de Lebarillier ? Puis les officiers partent pour les *Offizierslager* (Oflogs), les sous-officiers et la troupe pour les *Kriegsgefangenen-Mannschafts-Stamm-lager* (Stalags), tous situés en Allemagne. Les nazis gardent, en zone occupée, 22 *Frontstalags* pour les 80 000 prisonniers français originaires de nos colonies.

(2). En 1849, en Alsace, Elisabeth Eppinger fonde la congrégation des sœurs du Très Saint Sauveur. Devenue mère Alphonse-Marie, la religieuse est béatifiée le 27 janvier 2018. La maison de formation (noviciat) fut transférée en 1857 à Oberbronn dans l'ancien château des comtes de Strahlenheim qui devient maison mère de la congrégation en 1880. Pendant l'annexion (40-44), la mère supérieure, sœur Marie-Rose, met en place une véritable entreprise de passages clandestins de Strasbourg vers la zone Vichy, via Épinal.

Bibliographie

► François Weymuller, *Histoire d'Épinal, des origines à nos jours*, éd. Horvath, 1985.

► Colonel Rémy, *La Résistance en Alsace et dans les Vosges*, éd. Famot, 1975.

► Jean-Paul Dubois joue René Lebarillier dans le téléfilm réalisé par Félix Olivier, *La Résistance*, sur un scénario d'Andrew Bampffield et Christophe Nick, diffusé sur France 2 en 2008.



Brèves royales

■ **8 juillet. Dharamsala (Inde).** – 88^e anniversaire du Dalaï Lama. *Le Monde* lui a consacré une série de six chroniques en août, ainsi que *The Economist*, tous deux centrés sur le problème de sa succession, irritant pour le gouvernement chinois qui veut prendre la main. Le Dalaï Lama a renoncé à l'autorité temporelle en 2011 au profit d'un Premier ministre et d'une assemblée législative. En mars dernier, il a néanmoins annoncé publiquement la présence à ses côtés du 10^e Jebtsundamba Khutukhtu, qui avait été identifié en 2016 et révélé à Oulan Bator lors de la dernière visite autorisée du Dalaï Lama. Agé d'environ huit ans, l'enfant, né dans une famille mongole de Floride, est considéré comme la réincarnation de la principale autorité spirituelle du bouddhisme tibétain en Mongolie. Le 9^e du nom, né en 1932, était décédé à Oulan Bator en 2012. Le 8^e occupait encore une position royale (*Bogdo Gegen* ou « saint roi ») jusqu'à l'abolition de la théocratie mongole en 1924.



SOURCE WIKIPÉDIA. PHOTO: QUIRINALE.IT

Le roi Philippe.

■ **21 juillet. Bruxelles.** – Fête nationale et dixième anniversaire de l'accession au trône du roi Philippe, à la suite de l'abdication de son père Albert II. Il a prononcé un vibrant appel à l'unité en situant la force de la mo-

narchie belge à l'horizon 2030, qui marquera le bicentenaire de la Belgique.

Selon une enquête Ipsos effectuée entre le 12 et le 17 juillet, 57 % des Belges de plus de 18 ans se prononcent pour le maintien de la monarchie, y compris pour 54 % le rôle actif qu'elle joue dans la formation du gouvernement. À l'avènement du roi Philippe, il y a dix ans, le pourcentage était de 53 %. 28 % des sondés se prononcent en faveur d'une république avec un président élu, ce qui est en augmentation par rapport aux précédents sondages. Le républicanisme progresse surtout au sein des partis nationalistes flamands (29 % contre 18 % il y a dix ans), mais aussi à Bruxelles (31 %). 50 % des électeurs du parti extrémiste Vlaams Belang sont républicains (et séparatistes), les monarchistes étant en proportion écrasante parmi les partis libéraux, centristes et socialistes (plus de 70 %).

La princesse héritière, Élisabeth, âgée de 21 ans, bénéficie de 59 % d'opinions favorables. 75 % des personnes interrogées souhaitent la voir succéder à son père avant dix ans (le roi aura alors 73 ans).

■ **3 août. Niamey (Niger).** – Après le coup d'État du 26 juillet, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a proposé une médiation dont fait partie le sultan de Sokoto. Muhammadu Sa'ad Abubakar II est le 20^e du titre, descendant direct du calife Ousman dan Fodio (1754-1817) dont l'autorité s'étendait sur un large empire décentralisé allant, en termes des actuels États, du Burkina Faso à la Centrafrique. Ses fils ont régné jusqu'à l'arrivée des Français en 1897 et des Anglais en 1903. Ces derniers pratiquant l'*indirect rule* ont maintenu la dynastie qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Né en 1956, le sultan actuel est en fonction depuis 2006. Il préside le Conseil musulman du Nigeria. Une moitié de la population du Niger est haoussa comme la majorité des habitants des États du nord du Nigeria.

■ **9 août. Lahaina.** – L'un des pires incendies de l'histoire américaine a détruit la ville de Lahaina sur l'île de Maui dans l'archipel d'Hawaï, faisant au moins 115 morts. Les derniers vestiges de la monarchie hawaïenne, qui en avait fait sa capitale entre 1820 et 1846 avant de se transférer sur l'île principale à Honolulu, ont disparu. Le cimetière de Lahaina contient les tombes royales. L'archipel, territoire indépendant polynésien, n'a été conquis par les forces américaines qu'en 1893.

MARIE-JO YORK.

Souscription

■ **Après la publication d'une première belle liste de souscripteurs mi-juin, le mouvement s'est un peu ralenti pendant les congés d'été, ce qui est normal.** Il est essentiel que le flux des contributions redémarre dès ce mois de septembre car nous devons faire face à nos prochaines échéances, au renchérissement du coût de la vie et poursuivre, dans le même temps, le plan de développement du journal.

Comme nos lecteurs ont déjà pu le voir (et l'apprécier), *Royaliste* va progressivement passer à la couleur. Nous lancerons dès cet automne une campagne de prospection pour accroître le nombre de nos abonnés, et la refonte complète de notre site internet est en cours. L'actualité politique des prochains mois sera chargée et les grands sujets que nous souhaitons traiter – politique étrangère de la France, crise de l'UE, prochaines élections européennes... – nous conduiront sans doute à enrichir la pagination du journal et à prévoir des numéros spéciaux, comme nous l'avons fait en mai dernier avec succès sur la défense nationale. Tout cela nécessite des moyens, que seuls nos lecteurs peuvent nous apporter.

Le budget nécessaire pour nous permettre de franchir toutes ces étapes s'élève à 12000 euros. Or, à ce jour, nous n'avons reçu qu'un peu plus de la moitié de cette somme, d'où une réelle inquiétude.

Alors n'attendez pas pour nous aider. Pour souscrire, il suffit de nous adresser un chèque à l'ordre de « NAR », en précisant « pour la souscription ». Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>. ■

Écologie

■ **Édition.** – François Gerlotto, membre du comité directeur de la NAR, nous informe de la publication de la traduction espagnole de son livre *Cataclisme ou transition: l'écologie au pied du mur* (Éd. IFCCE) par l'Universidad Continental de Lima (Pérou), sous le titre *Cataclismo o transición: la ecología entre la espada y la pared* (traduction de Juan José Cárdenas). Cette version est enrichie d'une préface et d'un chapitre « post-Covid ». Elle est disponible à l'adresse: <https://fondoeitorial.continental.edu.pe/cataclismo-o-transicion-la-ecologia-entre-la-espada-y-la-pared-2/>



Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

Subversions ordinaires

Effets d'annonce, éléments de langage, polémiques futiles, commentaires sur les tactiques politiciennes : la rentée politique se déroule selon ses rites rassurants et ses confortables routines.

Il ne faudrait pas s'en accommoder ! L'ordre des choses, qui paraît assuré après les émeutes urbaines de juin dernier, est une fiction entretenue par le bavardage officiel. Mais sous les propos convenus, que de signes d'une subversion quasi quotidienne – non de l'ordre établi mais du Politique en tant que tel...

Pris dans un activisme éperdu, Emmanuel Macron achève de ruiner la fonction présidentielle. Au fil de déclarations hallucinées, nous l'avons entendu annoncer en juin le paiement par carte bancaire des amendes pour consommation de drogue, comme s'il était directeur du Trésor. En août, se saisissant des dossiers du ministre de l'Éducation nationale qui vient d'être nommé, le même personnage s'est prononcé sur les congés scolaires et sur l'uniforme à l'école. Cela avant de se muer en ministre des Transports pour lancer l'idée d'une nouvelle formule d'abonnement ferroviaire. Se mêler de tout, pour démontrer l'universalité de ses talents, sauf de ce qui est prescrit par la Constitution !

Bruno Le Maire a quant à lui oublié qu'il incarnait l'une des principales autorités de l'État. Depuis le début de la vague inflationniste, on le voit supplier les industriels et les grandes enseignes. En mars, il a demandé, sans succès, un panier anti-inflation puis une marge zéro sur certains produits. Il vient d'arracher un accord de stabilisation pour cinq mille produits, mais refuse l'indexation des salaires sur les prix et ose affirmer que la société française ne s'appauvrit pas – alors que près d'un Français sur deux se prive de viande ou de fruits et de légumes frais.

Surtout, Bruno Le Maire ne veut pas admettre une réalité établie par maints rapports officiels : pour une part importante, l'inflation est provoquée par le taux élevé des profits. Refuser de taxer ces profits injustifiés et de bloquer les prix, c'est démontrer une fois de plus que l'État organise son impuissance en noyant dans les artifices de la communication et les demi-mesures ce qu'il lui reste d'autorité.

Les ténors de la droite des valeurs et de la gauche morale participent à cette subversion quotidienne des principes et des règles. *Le Figaro*, qui défend avec constance les intérêts de la vieille bourgeoisie, continue de considérer Nicolas Sarkozy comme le parrain de la droite. L'homme a pourtant été condamné à un an de prison ferme pour financement illégal de

campagne électorale – il a fait appel – et, le 17 mai dernier, à trois ans de prison dont un an ferme avec détention à domicile et trois ans de privation de droits civiques – il s'est pourvu en cassation. Mis en examen pour « *corruption passive, financement illicite de campagne électorale et recel de détournement de fonds publics libyens* », il sera à nouveau jugé en janvier 2025.

Les avis politiques et diplomatiques donnés par ce délinquant multirécidiviste qui joue à l'avocat d'affaires ne devraient pas être pris en considération. Mais les réprimandes dont il a fait l'objet pour ses déclarations sur la Russie sont parfaitement indécentes quand elles sont exprimées par Lionel Jospin, complice de la guerre d'agression contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999, et par Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères lors de l'intervention franco-britannique en Libye, décidée sans vote du Parlement, menée au mépris de la Résolution 1973 du Conseil de sécurité, dont les conséquences furent et demeurent désastreuses.

Comme l'irresponsabilité tragique côtoie souvent le grotesque, il n'est pas inutile de rappeler l'initiative récente de Ségolène Royal, qui voulait diriger une liste de gauche aux européennes alors qu'elle vient d'être recrutée par Cyril Hanouna. Comme Raquel Garrido, chroniqueuse de C8 entre 2017 et 2021, comme Roselyne Bachelot, devenue chroniqueuse de télévision, l'ancienne candidate à la présidentielle n'hésite pas à confondre l'action politique et le sauvetage d'une notoriété déclinante.

Nous sommes confrontés à un processus de dévaluation de toutes les formes de l'autorité politique, qui prive les dirigeants politiques de légitimité et qui disqualifie divers représentants de formations partisans. S'y ajoutent les paris cyniques qui relèvent de la tactique politicienne ordinaire : pari sur le communautarisme de la gauche dite radicale, pari sur la guerre ethnique de l'extrême droite.

La France n'est pas le seul pays victime de cette subversion du Politique. Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, Salvini en Italie, ont dû leurs brefs succès à une négation violente de la dignité du pouvoir politique. La défaite de ces trois personnages montre que le mouvement de subversion n'a rien d'irrésistible. Le complot des puissants est une illusion paralysante, qui masque de fragiles coïncidences d'intérêts. Il y a dans tous les partis politiques des citoyens décidés à défendre, comme nous, le principe du gouvernement au service de l'intérêt général, selon les exigences constitutionnelles de justice et de liberté. La politique est, par essence, négation de la fatalité. ■

Sommaire

Page 2 – La bataille de l'école ne fait que commencer. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Les derniers délires de la gauche caviar. – L'Écho du net.

Page 4 – Quand les études coûtent de plus en plus cher. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Un regard plus objectif sur l'immigration.

Page 6 – Afrique : une épidémie sans fin de putschs – Voix étrangères. – Les Faits marquants.

Page 7 – Le partage du monde.

Pages 8-9 – Sahel : des raisons d'espérer de l'Afrique.

Page 10 – Le roman vrai de la mort de Venise. – Dans les revues.

Page 11 – En souvenir Jacques Julliard.

Page 12 – Une guerre qui doit nous faire réfléchir.

Page 13 – Cormac McCarthy. – *Chevalier*. – Yannick.

Page 14 – Résistance royaliste : René Lebarillier.

Page 15 – Brèves royales. – La souscription. – Écologie.

Page 16 – Subversions ordinaires.